

Ayuntamiento de Madrid

les conséquences d'un état de choses qu'il n'ont pas créé.

C'est à l'imprévoyance ou plutôt à l'espérance d'économie des ingénieurs chargés de la construction des gares de ce chemin, qu'il faut attribuer exclusivement la faute de l'insuffisance des dispositions primitivement adoptées.

On sait que le chemin de Strasbourg a été construit dans les conditions de la loi si libérale de 1842.

En vertu de cette loi, l'Etat faisait tous les travaux de substructure des chemins, sauf la fourniture et la pose de la voie, qui incombait aux Compagnies concessionnaires.

Il prenait également à sa charge l'établissement des gares.

Il est résulté de ce partage, de cette division de travail entre l'Etat et les Compagnies, que presque toutes les dispositions adoptées pour les gares ont été insuffisantes ou défectueuses.

C'est le cas de celles qui ont été livrées par l'Etat à la Compagnie de l'Est. C'est là un vice originel.

Le chemin du Nord a également été construit par l'Etat, mais il n'a pas été concédé sous l'empire de la loi de 1842.

L'Etat l'a cédé, à prix d'argent, à la Compagnie actuelle, et les gares qu'il lui a livrées étaient aussi insuffisantes que celles du chemin de l'Est; mais la Compagnie l'a heureusement reconnu assez tôt et s'est hâtée de les agrandir ou même de les refaire entièrement dès qu'elle a été en possession du chemin : ces travaux, pour la plus grande partie, ont été exécutés, en cours d'exploitation, au milieu des plus grandes difficultés.

La gare du chemin du Nord, à Paris, a été déplacée et rebâtie entièrement à neuf; son ouverture date à peine de quelques années.

Mais ici la Compagnie était favorisée par l'état des lieux, par la facilité qu'elle a eue de pouvoir disposer de vastes emplacements, de grandes superficies de terrains non encore utilisés.

Malheureusement il n'en a pas été de même pour la Compagnie de l'Est, dont la gare à Paris, d'un caractère artistique, n'a reçu que des dimensions fort exigües.

En outre, cette gare s'est trouvée bientôt enclavée dans un quartier dont la transformation a été rapide, dans lequel on a fait de nombreux percements de rues et de boulevards, et où l'industrie privée a élevé de magnifiques habitations.

Aussi la Compagnie étouffe-t-elle dans cette gare étroite et incommode.

Le mal est presque irrémédiable, et malgré les plus grands efforts, la Compagnie n'a pu parvenir jusqu'ici à triompher des difficultés dont elle a hérité.

Elle ne sortira de cette situation, si tant est qu'il soit possible d'en sortir, qu'au moyen des sacrifices les plus considérables.

Ce sont les Compagnies de Lyon et de l'Ouest qui ont exécuté elles-mêmes leurs gares de voyageurs et de marchandises à Paris, à Lyon, au Havre, et on peut s'apercevoir, de l'origine de ces constructions, aux larges dimensions que ces établissements ont reçues. Il est vrai que ces chemins étaient placés alors, comme le chemin du Nord, sous la direction d'hommes énergiques, expérimentés, et qui, par leur prévoyance, ont montré combien ils étaient au courant des besoins de la circulation.

Cela est si vrai que, au bout de vingt-cinq à trente ans, l'insuffisance des gares de ces chemins se fait à peine sentir, malgré les développements énormes qu'a pris le transport des marchandises.

Pour le chemin de l'Ouest comme pour celui de l'Est, il y aurait assurément aujourd'hui impossibilité absolue à agrandir la gare de Paris.

Il n'en a pas été de même en ce qui concerne la seconde moitié du chemin de la Méditerranée, de Lyon à Marseille.

Dans cette dernière ville, la gare a été placée, à l'origine, aussi mal que possible, et n'a reçu que les dimensions les plus exigües. Il est vrai que les ports actuels n'existaient pas; et ces ports eussent-ils existé, pour obtenir les facilités d'embarquement dont la Compagnie pourrait profiter aujourd'hui, elle aurait eu à accomplir d'immenses travaux qui ont été exécutés par la Ville et par l'industrie privée.

Elle n'aurait maintenant qu'à récolter ce que d'autres ont semé, et elle le dédaigne!

Mais si les gares élevées par la Compagnie d'Avignon à Marseille sont insuffisantes, en revanche, les travaux d'art, les ponts et les viaducs de ce chemin ont été exécutés avec la plus grande perfection; aucune dépense n'a été épargnée pour atteindre un pareil résultat, qui fait certes grand honneur à ses ingénieurs.

En dehors de la satisfaction légitime que ces honorables fonctionnaires doivent éprouver de la beauté de leurs travaux, nous sera-t-il permis de demander à quoi sert cette perfection?

Le public ne s'en aperçoit nullement; personne ne s'en doute.

Cela fera peut-être le bonheur de quelques archéologues dans les siècles futurs. Pour le présent, les ingénieurs n'auront travaillé que pour leur gloire.

N'a-t-on pas ainsi dépensé des sommes considérables qui auraient pu être employées plus utilement à l'extension des gares, afin d'améliorer les moyens d'exploitation?

Par cet emploi plus judicieux des fonds de l'Etat et des Compagnies, on eût épargné au commerce bien des ennuis, bien des embarras, bien des faux frais, dont le poids retombe lourdement sur la masse des consommateurs.

Ce sont ces ennuis, ces embarras, ces dépenses accessoires, ces doubles frais de chargement, de déchargement et de camionnage qui suffisent à constituer l'infériorité d'un port; et il n'en faut pas davantage pour ruiner le commerce d'une ville.

C'est là l'origine des encombrements dont le port de Marseille a eu particulièrement à souffrir à diverses reprises; et si l'on ne s'attache pas très sérieusement à prévenir le retour de ces encombrements, on peut s'attendre à voir décroître prochi-

nement l'importance de Marseille au profit de Gènes et de Brindisi. Cela est inévitable.

Et cet état de choses n'intéresse pas seulement la ville de Marseille; il atteint le commerce de la France tout entière.

Qu'on interroge, à ce sujet, les négociants en grains, et ils répéteront tous ce que nous avons entendu dire aux principaux d'entre eux, des graves inconvénients de l'organisation, à Marseille, des moyens de réception et d'expédition des marchandises, des dépenses qu'entraîne cette vicieuse organisation.

On espérait enfin que le prolongement du chemin de la Méditerranée, par l'embranchement de l'Estaque, permettrait de changer ce triste état de choses au moyen de l'adoption, sur le port même, de dispositions en harmonie avec les besoins du commerce.

Vain espoir! Rien ne se fera si le gouvernement ne veut pas user des pouvoirs dont il est armé pour rejeter les plans de gares insuffisantes qui lui sont présentés par la Compagnie, et pour l'obliger à les améliorer.

Cela ne dépend plus que de lui; car la Compagnie de la Méditerranée ne peut pas se dispenser d'obéir.

Déjà la commission d'enquête instituée à Marseille pour l'examen du tracé suivant lequel la Compagnie de la Méditerranée propose d'exécuter l'embranchement de l'Estaque, vient de faciliter la tâche du gouvernement, en émettant un avis très fortement motivé sur l'imperfection et les lacunes de ce tracé.

Quoique ses pouvoirs fussent limités, et qu'elle fût enfermée par la loi dans des limites très restreintes, elle a su exprimer cet avis sans sortir du cercle de sa compétence, et elle l'a exprimé à l'unanimité, moins la voix de l'ingénieur de la Compagnie, lequel s'est fait fort de triompher à Paris de l'opinion de la commission d'enquête.

Cet avis est bon à donner à M. le directeur des travaux publics, qui a la occasion excellente de montrer à MM. les ingénieurs qu'ils ne sont plus aussi omnipotents que par le passé.

Cette omnipotence a déjà coûté trop cher aux Compagnies, pour que les conseils d'administration ne sentent pas bientôt la nécessité de sortir de leur torpeur et de ressaisir un pouvoir qu'ils ont trop complètement abandonné.

C'est, à l'influence trop exclusive des ingénieurs que, pour éviter la construction du chemin fort inoffensif de Cette à Marseille, la Compagnie de la Méditerranée s'est laissée entraîner à prendre les engagements les plus téméraires et devant lesquels elle recule aujourd'hui.

Parlez-lui, en effet, d'exécuter le chemin de Gap à Grenoble et d'autres encore qu'elle s'est engagée à construire pour éviter une concurrence imaginaire et vous la verrez frémir d'effroi!

C'est encore ainsi que pour n'en avoir pas le démenti, autant que par esprit d'hostilité à l'égard d'une Compagnie malheureuse, les ingénieurs de la Méditerranée font des prodiges d'imagination pour chercher à se soustraire à l'obligation inévitable de construire une gare sur le port de Marseille; et pendant qu'ils sont butés devant la solution d'un problème infime et ridicule, ils laissent leur Compagnie exposée aux plus justes reproches du commerce, et facilitent, par un funeste entêtement, une entreprise qui tend à déposer leurs actionnaires, ainsi que ceux de la Compagnie du Nord, du monopole dont ils jouissent, par suite de la demande en concession d'un second chemin de Marseille à Calais.

Ils facilitent cette entreprise de toutes manières et plus qu'ils ne le croient; déjà cette Compagnie nouvelle cherche à s'emparer, à Marseille, des terrains que dédaigne la Compagnie de la Méditerranée.

Pour conjurer la concurrence de cette ligne, bien autrement dangereuse que le chemin direct de Marseille à Cette ou à Montpellier, MM. les ingénieurs de la Méditerranée recourent aux grands moyens, aux moyens héroïques; ils proposent de construire une ligne de Dijon à Amiens.

Mais on sait que, promettre et tenir sont quelquefois choses entièrement différentes.

Qu'on se souvienne, en effet, de l'embranchement de l'Estaque et de la gare de la Joliette!

Qu'on se souvienne du chemin de Gap à Grenoble et de tant d'autres promesses non exécutées!

L. DU BOURGNEUF.

REVUE DES JOURNAUX

La démission de M. Léon Say est fort diversement appréciée par les journaux. Les uns, comme la *Presse*, y voient un acte courageux; les autres, comme la *Gazette de France*, y voient presque une défection.

Nous ne saurions trop approuver, dit la *Presse*, les honorables susceptibilités des fonctionnaires qui mettent leur dignité personnelle et leurs convictions au-dessus de leur rôle officiel; ils ne peuvent qu'y gagner en indépendance et en autorité.

Ce serait, selon nous, le meilleur remède à cette maladie du fonctionnarisme qui, depuis le ministre jusqu'au plus modeste employé, les ratatouille, malgré tout, aux situations officielles qui deviennent leur chose.

Entre ceux qui donnent trop souvent leur démission pour éviter les responsabilités et ceux qui ne la donnent jamais, il faut rendre justice à celui qui sait la donner à propos. C'est dans cette dernière et si honorable catégorie que nous plaçons aujourd'hui M. Léon Say.

Hâtons-nous de dire que la *Presse* suppose, bien gratuitement selon nous, que la vraie cause de la retraite de M. Léon Say est dans la question de Paris. Nous l'avons dit hier: la note du *Journal des Débats* ne permet pas de douter qu'il faille attribuer la résolution de M. le préfet de la Seine à ses dissentiments avec le ministère sur la question économique.

La *Gazette de France*, qui interprète absolument comme nous la note des *Débats*, se montre sévère à l'égard pour ce qu'elle appelle la défection de M. Léon Say.

Rendons justice à M. Haussmann, quand il lui boulesait Paris, il n'aurait eu, devant abandonner une œuvre commencée, parce que M. Rouher faisait du libre-échange, ou que l'empe-

neur prenait un ministre qui ne partageait pas la manière de voir du préfet de la Seine.

Il nous semblait que la préfecture de la Seine était en ce moment un poste d'honneur, et que celui qui l'acceptait devait avant tout songer aux services qu'il pouvait rendre à la cause de l'ordre. M. Léon Say se retire parce qu'il trouve qu'il est plus facile de critiquer les autres que d'être soi-même, et parce qu'il voit arriver l'heure des difficultés. Jusqu'à présent, M. Say a aligné des chiffres et préparé des budgets; c'est aujourd'hui seulement qu'on apprécie si ses prévisions ont été justes; aussi croit-il que c'est le moment de s'en aller.

Nous avonons que nous sommes, sur cette question, plus près de la *Gazette de France* que de la *Presse*. Autant nous eussions compris que M. Léon Say renoncât à administrer Paris indéfiniment, décapité, autant nous sommes rebelles à comprendre qu'il trouve dans l'opinion du gouvernement, sur les matières premières, une insurmontable difficulté administrative.

Le *Soir* estime, à bon droit, que l'on ne saurait trop répéter à l'Assemblée que les trois questions vraiment urgentes à résoudre sont: faire des hommes, faire des soldats et faire de l'argent; que tout le reste est accessoire; et qu'il y a, pour elle et pour la France, le plus grand danger à continuer de s'amuser aux petits incidents de la route, comme elle le fait à tout moment.

Pendant que nos 750 honorables s'amusaient à ces ébats innocents, la France se désintéressait peu à peu des misères parlementaires. Elle comprend que la droite, la gauche et les centres ne la sauveront pas en jouant aux barres sur le tapis vert de Versailles. Minée par l'éternelle conspiration de la démagogie socialiste, couchée en joue par les Prussiens qui rêvent un retour offensif et un second démembrement, la nation n'a plus d'oreilles pour le brouhaha de cette grande parole inutile. Elle écoute, passez-moi le mot, le silence de deux ou trois hommes renfermés, taciturnes et réfléchis qui sont peut-être des hommes d'action, et qu'elle se plaît à considérer comme tels, jusqu'à nouvel ordre.

Le premier qui rompra ce silence inoffensif, le premier qui osera dire à la nation: *Me voici!* et aux bavards de la Chambre: *Taisez-vous!* est presque sûr d'être acclamé comme un sauveur et comme un maître; et ce n'est pas la loi édictée par M. de Tréveneuc qui prévaudra contre lui.

Nous sommes certainement fort éloigné d'ajouter foi à certains bruits qui ont couru ces jours derniers, et qui représentaient comme imminente le débarquement de l'un de ces sauteurs dont parle le *Soir*. Mais enfin, le fait seul que de pareils bruits ont pu trouver créance en divers lieux de la province, est un indice fort peu rassurant de l'état des esprits et du peu de confiance qu'inspire le gouvernement de l'Assemblée.

Le *Courrier de France* nous paraît avoir fort sagement apprécié la solution qu'a reçue le débat engagé entre la commission des marchés et l'honorable général Suzanne.

Quelle que soit l'opinion du public sur le compte de ce général, et quelque souvenir que l'on ait gardé des obstacles de toute sorte opposés pendant le siège par la direction de l'artillerie aux efforts de l'initiative privée, on regrettera de voir rompre de la sorte une carrière honorable, et on jugera sans doute la commission des marchés un peu trop susceptible.

Au demeurant, la satisfaction qu'a exigée la commission des marchés passera pour bien puérile aux yeux du public. Le général Suzanne a bien été relevé de ses fonctions de directeur au ministère de la guerre, mais le gouvernement lui a immédiatement offert une compensation, en le plaçant à la tête du comité d'artillerie.

La Question de l'Alabama

Il est utile de rappeler au public que les prétentions des Etats-Unis ont trouvé dans sir Richard Cobden un ardent défenseur. Voici à ce propos un fragment du discours prononcé par ce dernier à la Chambre des communes, le 13 mai 1864 :

Ce de rivage, disait-il, vous avez fait la guerre au peuple des Etats-Unis; vous lui avez fait éprouver des pertes plus considérables que celles qu'il aurait subies par suite de plusieurs guerres; on estime que les dommages causés par la capture et la destruction des vaisseaux américains s'élèvent à environ quinze millions de dollars, soit trois millions de livres sterling; mais c'est là seulement une faible part des pertes que vous avez infligées à la marine américaine. Vous avez pour le moment rendu inutile le surplus de son vaste commerce. Sous le système de libre échange par lequel le trafic du monde se fait dans la plupart des cas, si vous élevez le prix des assurances à l'égard du drapeau d'une nation maritime, vous rejetez le trafic dans les mains de ses rivaux; il n'est plus profitable en effet, pour les marchands ou les manufacturiers de mettre leur fret à bord de vaisseaux destinés à courir des risques de guerre. Voici un ou deux faits que je désire communiquer à l'honorable et savant membre pour lui montrer comment les choses se passent. Quand il me le permettra, il verra que c'est une cruelle moquerie de dire que nos lois ont suffi à maintenir notre neutralité.

J'ai en main un état du commerce de New-York pour le second trimestre de 1860 et pour le même trimestre de 1863. Je trouve que dans la première de ces périodes, le commerce maritime de New-York s'est élevé à 92,000,000 de dollars. Sur ce chiffre total 62,000,000 de marchandises ont été transportées par des vaisseaux américains et 30 millions par des vaisseaux étrangers.

Pendant la durée de la guerre, cet état de choses a rapidement changé; dans les mois d'avril, de mai et de juin 1863, l'ensemble du commerce de New-York avec l'étranger s'est élevé à 88,000,000 de dollars. Sur ce chiffre, 23,000,000 de marchandises seulement ont été transportées par des vaisseaux américains; 65,000,000, au contraire, par des vaisseaux étrangers.

Ainsi donc en 1860 deux tiers du commerce de New-York étaient faits par la marine américaine, et en 1863, les trois quarts de ce même commerce étaient faits sous pavillon étranger. Vous voyez donc quelle révolution complète s'est accomplie dans la valeur de la marine américaine. Vous voyez aussi quelle en a été la conséquence. Une grande partie du commerce maritime américain a passé de la sorte entre des mains anglaises; les propriétaires de vaisseaux ne trouvant plus en effet qu'il fut profitable de continuer leurs affaires.

Nous recevons les dépêches suivantes :
New-York, 9 février.

Le *York-Times* dit :
« Deux choses sont claires : l'Angleterre ne veut pas soumettre à l'arbitrage les demandes qui ont été élevées, et l'Amérique ne veut pas les modifier; il est donc inutile de dissimuler que la conférence de Genève réserve un insuccès et un cruel découragement pour les négociations fu-

tures. Les réclamations au sujet de l'Alabama sont probablement destinées à être comprises parmi ces différends qui, n'étant pas réglés, menacent la paix du monde. »

La *Tribune* condamne le discours de M. Gladstone comme passionné, imprudent et contenant de graves erreurs.

Le *Herald* croit que l'Angleterre ne renoncera pas au traité. Il fait observer que le mémoire américain n'est pas un ultimatum, et que si les demandes sont injustes, le tribunal de Genève saura certainement les rejeter.

Les journaux du parti irlandais prêchent la guerre.

Les journaux de New-York, Philadelphie, Boston et Washington considèrent la guerre comme improbable, et prévoient un compromis sur les demandes américaines.

Washington, 9 février, soir.

Sénat. — La discussion s'ouvre sur la proposition de M. Edmunds demandant au président des informations sur l'intention que l'on prête à l'Angleterre de renoncer au traité de Washington.

M. Paterson considère le langage de M. Gladstone comme injurieux envers l'Amérique. M. Sherman conseille d'attendre les rapports officiels, et, jusque-là, de maintenir une attitude digne.

Après une discussion très modérée, la proposition de M. Edmunds a été ajournée.

On omet officiellement le bruit que le gouvernement soit sur le point de fixer le maximum des réclamations.

LES ACTES OFFICIELS

POURSUITES CONTRE LA PRESSE

L'Assemblée nationale a adopté la résolution suivante :

L'Assemblée nationale,

Vu les articles 2 du décret du 11 août 1848,

1^{er} de la loi du 17 mai 1819 et 2 de la loi du 26 mai 1819,

Autorise le ministère public à poursuivre devant les tribunaux compétents, sous l'inculpation d'offenses envers l'Assemblée nationale :

1^o Le *Républicain de Tarn-et-Garonne* (n^o du 25 novembre 1871);

2^o L'*Indépendance de Savoie* (n^o du 2 décembre 1871);

3^o Le *Phare de la Loire* (n^o du 30 novembre, des 3 et 5 décembre 1871);

4^o L'*Indépendant de la Charente-Inférieure* (nos des 2, 5, 7 et 9 décembre 1871);

5^o Le *Républicain de Montpellier* (n^o du 24 novembre 1871);

6^o L'*Avenir d'Auch* (n^o du 2 décembre 1871);

7^o Le *Réveil de Lot-et-Garonne* (nos des 1, 2, 3 et 4 décembre 1871);

8^o Le *Patriote savoisien* (nos des 30 novembre et 14 décembre 1871);

9^o Les *Travailleurs unis de Rochefort* (nos des 3 et 10 décembre 1871);

10^o Le *Républicain de l'Aveyron* (n^o du 7 décembre 1871).

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 7 février 1872.

Le président,

Signé : JULES GRÉVY.

Les secrétaires :

Signé : MARQUIS DE CASTELLANE, BARON DE BARANTE, N. JOHNSTON, PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT.

L'IMPÔT SUR LES LOYERS

Le président de la République, Vu les délibérations, en date des 29 décembre 1871 et 22 janvier 1872, par lesquelles le conseil municipal de la ville de Paris a demandé l'autorisation de répartir le contingent personnel et mobilier assigné à cette ville pour 1872, d'après les bases suivantes :

Les loyers matriciels de 400 à 600 francs seront taxés à raison de 0/0.

Ceux de 601 fr. et au-dessus seront taxés à raison de 15/0 pour les premiers 600 fr., et de 15 fr. 25/0 pour le surplus, sans que le taux moyen appliqué à l'ensemble du loyer puisse excéder 10 fr. 75/0.

Les loyers d'une valeur matricielle inférieure à 400 fr. sont affranchis de toute cotisation. Toutefois, cette exonération n'est pas applicable :

1^o Aux propriétaires logés dans leur propre maison, ni aux personnes ayant un simple pied à terre à Paris;

2^o Aux propriétaires qui, alors même qu'ils n'habitent pas leur propriété, payent à Paris une contribution foncière s'élevant à 300 francs;

3^o Aux patentés dont le loyer d'habitation, réuni aux loyers industriels, atteint 400 fr. La division d'un appartement ou d'un local, occupé par plusieurs personnes passibles de la contribution personnelle, ne pourra avoir pour effet de modifier le montant de la contribution due pour l'ensemble des locaux.

La somme nécessaire pour parfaire, avec le produit du rôle, le montant du contingent de la ville de Paris, sera prélevée sur les produits de l'octroi;

Vu l'article 20 de la loi du 21 avril 1832, et l'article 5 de la loi du 3 juillet 1846;

Sur le rapport du ministre des finances, Décreté :

Art. 1^{er}. — Les délibérations susvisées du conseil municipal de Paris sont approuvées.

Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret. Fait à Versailles, le 7 février 1872.

A. THIERS.

Par le président de la République, Le ministre des finances, POUYER-QUERTIER.

NOS INFORMATIONS

LE CARNAVAL DE 1872

C'est demain que commence le carnaval; il ne promet pas d'être d'une gaieté folle cette année : pas de cortège dans les rues, pas de masques, à peine quelques bals. Nous conseillons fort à ceux qui ont l'intention d'y assister de ne pas exhiber leurs costumes dans les rues avant neuf ou dix heures du soir, car ils auraient des chances sérieuses d'aller commettre le carnaval de 1872 au violon. Il y aura décidément promenade de bouis gras à Versailles, mais mardi seulement. Les bouis partiront de la rue de la Pariole et suivront leur *via dolorosa* par l'avenue de Saint-Cloud jusqu'à la porte de la présidence. Ils seront conduits ensuite sous les fenêtres des ministres... Une belle occasion pour M. Jules Simon de prononcer un discours sur l'abolition de la peine de mort!

S'il ne doit pas y avoir de carnaval à Paris, il n'en sera pas de même dans les environs. A Vincennes, à Nogent-sur-Marne, et dans beaucoup de petites localités, des cavalcades s'organisent pour qu'elles aient lieu en faveur de la souscription patriotique. Nul doute que les deux derniers bals de l'Opéra, celui de samedi et celui de mardi, ne soient des plus brillants; car c'est la seule distraction carnavalesque que puissent trouver les étrangers, arrivés en très grand nombre à Paris depuis une huitaine de jours.

LE SACRE DE MGR DUBOIS

Ce matin, à neuf heures et demie, a eu lieu, en l'église Saint-Sulpice, le sacre de Mgr Dubois, le nouvel évêque de Limoges.

Vingt-trois évêques et archevêques assistaient à cette cérémonie. Mgr Bernardin, archevêque, a consacré le nouveau prélat; NNSS les archevêques d'Amiens et de Troyes l'assistaient. Nous avons reconnu parmi les autres évêques : Mgr Guibert, archevêque de Paris, l'archevêque cardinal d'Auch, primat d'Aquitaine, l'évêque d'Alger, ceux de Versailles, Nancy et Nantes. Tout le clergé de Saint-Sulpice, en aube, et celui de Notre-Dame occupait le chœur. De nombreux fidèles se pressaient dans la nef et les chapelles latérales.

L'ACCIDENT D'AUBERVILLIERS

Hier, à cinq heures et demie du soir, a eu lieu une rencontre au chemin de fer de ceinture, près le pont d'Aubervilliers, entre le train de voyageurs n^o 67 arrivant de Paris et le train de marchandises n^o 4. Il en est résulté un déraillement complet. Le sieur Charles Serve, sous-chef de gare, demeurant aux Quatre-Chemins, en s'efforçant de faire des signaux qui ne furent pas aperçus, fut broyé entre les deux trains; quatre voyageurs grièvement blessés ont été transportés à l'hôpital de Lariboisière; trois ou quatre autres plus légèrement atteints ont pu regagner leur domicile.

On attribue l'accident au mauvais aigüillage au passage à niveau. La voie a été dégagée à minuit.

M. Migneret, commissaire de police, a dressé procès-verbal de l'accident.

EXÉCUTION D'ONDET

L'exécution d'Ondet, condamné à mort pour vol et assassinat, a eu lieu mardi dernier, à huit heures du matin, sur la place de Saint-Bonnet-de-Salers (Cantal), au milieu d'une affluence considérable. Toutes les précautions d'usage ont été prises, et un détachement du 92^e de ligne et la gendarmerie entouraient l'échafaud, dressé pendant la nuit.

A sept heures du matin, Ondet arrivait à Saint-Bonnet, et les exécuteurs procédaient à la toilette. Le condamné était dans un état d'abattement et de prostration extrêmes, répétant sans cesse : « Mon Dieu ayez pitié de moi, pardonnez-moi, mon Dieu ! » L'aumônier de la prison de Saint-Flour, M. l'abbé Colras, qui ne l'avait pas quitté un instant, lui prodiguait les consolations de la religion.

A huit heures précises on arrivait au pied de la fatale machine, et le bruit sourd de la chute du condamné annonçait à la foule silencieuse que l'expiation était consommée.

SUICIDES ET ACCIDENTS

Un marinier, le sieur Vesale, en jetant hier ses filets en aval du pont Marie, ramenant à la surface de l'eau le corps d'une jeune fille paraissant âgée d'environ seize ans. Le cadavre, dans un état de décomposition avancée, annonçait un séjour prolongé dans l'eau. M. Berlioz, commissaire de police du quartier, en l'absence de toute pièce pouvant établir l'identité de cette malheureuse, la fit transporter à la Morgue.

— Edouard Hurel, charretier, demeurant rue des Gardes, au Bas-Mendon, est en état d'ivresse perpétuelle, et conduit aussi mal ses chevaux qu'il se conduit lui-même. Hier, à l'entrée de la rue Racine, le haquet qu'il menait heurta violemment la bordure du trottoir. Le malheureux charretier fut précipité de son siège et roula sous les roues du lourd véhicule qui

et paraissait en proie à une surexcitation extrême.

— C'est encore vous ! s'écria-t-il... Qu'est-ce que vous voulez ?

— Il faut vous en aller ; ou si vous restez, donnez votre nom, et je vous louerai une chambre.

— Vous m'ennuyez... allez-vous bientôt me laisser tranquille ?

— C'est vous qui allez sortir... ?

Le logeur n'acheva pas. L'individu venait de se pencher vers une chaise où il avait déposé ses vêtements et y avait pris un revolver, dont il déchargea subitement deux coups presque à bout portant sur le sieur Fabre. Celui-ci poussa un cri et se précipita dans l'escalier. Un troisième coup de feu retentit : l'assassin venait de blesser la demoiselle Emilie Bouzar à la poitrine.

Des voisins, réveillés en sursaut par les détonations, accoururent sur le théâtre du drame ; mais le meurtrier, les entendant monter, s'était jeté par la fenêtre. On le retrouva sur le pavé de la cour, sans vie et horriblement mutilé.

Quant aux deux blessés, leur situation est fort grave : le sieur Fabre a reçu deux balles, une dans le bras gauche, l'autre au côté droit ; la demoiselle Bouzar est grièvement atteinte à la poitrine.

Il a été impossible de constater l'identité du meurtrier. C'est un homme d'environ soixante ans, à la barbe et aux cheveux blancs. Son cadavre a été transporté à la Morgue.

La prochaine réunion de la Ligue de la délivrance aura lieu demain dimanche 11 février, à deux heures, salle Herz, 18, rue de la Victoire.

MM. les délégués d'arrondissement et MM. les journalistes sont priés d'y assister.

Les employés de la maison Cossé et Sanson, rue du Sentier, 32, ont versé aujourd'hui à la mairie du 2^e arrondissement la somme de 278 francs, montant de leur première cotisation mensuelle pour la délivrance du territoire.

LE PARCOURS DES TRAMWAYS DANS LA BANLIEUE

Voici, d'après M. Rozat de Mandres, ingénieur en chef de la ville, quel serait le réseau possible des tramways dans la banlieue. Il serait divisé en six groupes :

1^{er} Groupe : Comprend les voies ferrées actuelles de Sèvres et de Boulogne avec complément de Saint-Cloud à Neuilly, par la route nationale n° 187.

2^e Groupe : Lignes rayonnantes vers Neuilly, Courbevoie, Levallois et Clichy, puis au-delà vers Nanterre, Bezons, Colombes et Gennevilliers, reliées entre elles par des lignes de ceinture de Neuilly à Clichy et de Bezons à Gennevilliers.

3^e Groupe : Lignes rayonnantes vers Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers et la Courneuve, avec raccordement de Clichy à la Courneuve. (La ligne rayonnante vers Saint-Denis serait mixte par la route départementale n° 20, que par la route nationale n° 1, en raison du prolongement dans Paris par le boulevard Ornano.)

4^e Groupe : Lignes rayonnantes vers Aubervilliers, Pantin, Noisy-le-Sec et Rosny, avec petite ligne de ceinture d'Aubervilliers à Pantin.

5^e Groupe : Lignes rayonnantes vers Rosny, Vincennes et Nogent, Charenton, Saint-Maur, Créteil et Maisons, avec grande ligne de ceinture de Rosny à Créteil.

Enfin, 6^e groupe : Lignes rayonnantes vers Choisy, Sceaux, Petit-Bicêtre (par Châtillon et Clamart), avec ligne de ceinture de Choisy à Petit-Bicêtre, par la route nationale n° 186.

Les voies comprises dans chacun des groupes présentent les longueurs suivantes :

1^{er} Groupe : Longueur de 60 kilomètres, 6,469^e
2^e Groupe : Longueur de 60 kilomètres, 6,469^e
3^e Groupe : Longueur de 60 kilomètres, 6,469^e
4^e Groupe : Longueur de 60 kilomètres, 6,469^e
5^e Groupe : Longueur de 60 kilomètres, 6,469^e
6^e Groupe : Longueur de 60 kilomètres, 6,469^e

Au total : 148,176^e à construire.

Nous donnerons demain le réseau des tramways dans l'intérieur de Paris.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

ANGLETERRE

M. Bernal Osborne, membre du Parlement et député de Waterford, a prononcé à la Chambre des communes :

« Je supplie le gouvernement de Sa Majesté de faire tout ce qui est possible pour alléger la position de la France ; ce pays lutte en ce moment contre des difficultés sans exemple et pense que, dans la présente occasion, nous aurions pu l'assister un peu. (Interruption.) Si nous avions fait des démarches (Non ! non !), si nous avions usé en sa faveur de notre influence auprès de la Prusse, comme nous l'aurions pu, pour obtenir une réduction de l'indemnité de guerre, le gouvernement français ne démentirait pas aujourd'hui le traité de commerce. Voilà à quoi sert le Foreign Office : il ne peut rien pour défendre les peuples voisins et amis. (Ecoutez ! écoutez !)

ALLEMAGNE

(Par voie télégraphique.)

Berlin, 9 février.

Chambre des députés. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant l'inspection des écoles.

Le ministre des cultes maintient le projet du gouvernement ; il s'attache à démontrer le caractère constitutionnel et la nécessité, notamment dans les parties du territoire où l'allemand n'est pas la langue d'usage. Il dit que la loi n'est pas dirigée contre les personnes ; il est même possible que les membres du clergé évangélique demeurent tout, sans exception, en possession de l'inspection des écoles.

M. de Bismark dit qu'il a constamment conseillé la paix constitutionnelle. Il ajoute qu'il est encore tout disposé à négocier un compromis avec la fraction centre ; mais celle-ci est occupée de questions n'ayant aucun caractère confessionnel. M. de Bismark ajoute que M. Windthorst, l'un des chefs du centre parlementaire, sert les intérêts gelfes et que, sous la conduite d'un tel guide, la fraction centre ne saurait être à même de poursuivre une mission de paix et de conciliation. M. de Bismark examine ensuite le lien commun qui existe entre le parti catholique et le parti polonais et, en particulier, la noblesse polonaise. Il dit que dans les parties du territoire où la population est mixte, le clergé s'oppose à ce que l'enseignement soit donné en allemand, de sorte que dans la Prusse occidentale plusieurs localités ont perdu entièrement l'usage de la langue allemande.

M. de Bismark, ajoute M. de Bismark, notre bonté d'âme est épuisée. Nous savons ce que nous devons à l'Etat. Nous présenterons des projets tendant à faire participer les Polonais au bienfait de la langue allemande.

M. de Bismark conclut en affirmant à nouveau son désir de faire la paix avec la fraction centre, si celle-ci se sépare de ceux avec lesquels une telle solution est impossible. Enfin, il invite la droite à avoir confiance dans le gouvernement au lieu de se laisser effrayer par les spectres dont son imagination peuplé l'avenir.

A demain la continuation de la discussion.

SUISSE

Voici le texte du projet de loi sur les corporations religieuses, tel qu'il a été adopté en troisième lecture par le Grand-Conseil du canton de Genève :

Art. 1^{er}. — Toute réunion de personnes appartenant à un ordre religieux quelconque, ou à une corporation religieuse constituée à Genève ou à l'étranger, et vivant en commun, de même que toute réunion de personnes vivant en commun, dans un but religieux et sous une règle uniforme, constitue une corporation religieuse, sous contrainte.

Art. 2. — Toute corporation qui sera établie dans le canton, sans autorisation ou, si, après avoir obtenu cette autorisation, aura enfreint les conditions qui lui sont imposées, sera dissoute par le Conseil d'Etat, et l'établissement fermé.

Art. 3. — Les supérieurs, directeurs ou chefs reconnus d'une corporation dissoute en vertu de l'article précédent, seront passibles d'une amende de 500 fr. au maximum. En cas de récidive, cette amende pourra s'élever à 5,000 fr. La peine sera réduite de moitié pour les autres membres.

Art. 4. — Les personnes qui auront sciemment accordé, à quelque titre que ce soit, l'usage de leur immeuble à une corporation non autorisée, seront passibles d'une amende de 500 à 10,000 fr.

Art. 5. — Toutes les corporations ou congrégations religieuses existant sur le territoire du canton sont tenues de solliciter l'autorisation dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

Comme on voit par ce qui précède, la liberté des cultes à Genève laisse beaucoup à désirer. Le projet de loi qui précède n'a rien de politique ; il est tout simplement contraire à la liberté religieuse.

HOMMES ET CHOSÉS

La presse allemande tout entière est avertie contre nous à propos de la possibilité du rétablissement des journaux publics dans nos villes d'eaux. On peut dire avec exactitude que les journaux font rage et essaient de détourner la question, en la présentant comme tout à fait politique.

On dirait que la vie de toute l'Allemagne était suspendue à ces jeux, et qu'en les rétablissant chez nous, au moment même où ils vont être supprimés chez eux, nous allons hériter de la grandeur à laquelle ils seraient parvenus. Ce serait une triste consolation, si notre régénération était à ce prix.

Il est évident que notre concurrence serait terrible ; mais que peut leur importer ce que nous allons faire ici, puisque l'abolition est décidée en principe par eux. Ce sera donc toujours l'historique du chien du jardinier ?

Après cela, nous en parlons bien à notre aise : nous ne les tenons pas encore ces fameux jeux ; et y a dans l'Assemblée des opinions bien diverses sur ce point, et quand il s'agira de voter, tout le monde sera peut-être bien surpris.

Dans tous les cas, il est bien certain que ce ne sera pas pour complaire à M. de Bismark que les ennemis de la mesure déposeront un vote contraire ; mais le désir d'être trop moral ne doit pas, cependant, priver le pays des ressources énormes que nous comptons trouver avec les jeux.

Les journaux allemands sont d'accord pour convenir qu'en 1838, époque de l'abolition des jeux chez nous, nous avons fait des pertes importantes et de toutes sortes, et que le chiffre des millions que l'Etat eût touché pour sa part est considérable.

Ne serait-ce que dix millions chaque année, en trente-quatre ans, cela en vaudrait certainement la peine.

LA SOUSCRIPTION DES DAMES DE FRANCE VA BIEN ; L'ÉTAT EN PARTOUT ; MAIS QUE LA LOGIQUE DES CHIFFRES EST CHOSE NAVRANTE.

Les événements qui surviennent renversent souvent bien des calculs ; mais le calcul lui-même est un terrible renverseur d'hypothèses.

En voyant les généreuses inspirations des citoyens et citoyennes, on se dit : en peu de temps, quelle illusion, grand dieu ! Et, comme nous avons besoin de redoubler de zèle et d'empressement pour obtenir un résultat, même modeste.

On a parlé du temps infini que mettaient les Prussiens à compter l'argent et l'effroyable indemnité de guerre ! Il est effrayant de songer à ce qu'il faut que nous donnions pour réussir dans notre souscription, et c'est par ce motif peut-être que le gouvernement semble n'y apporter qu'un intérêt restreint, se contentant de la suivre d'un œil sympathique.

Lisez, lecteur, le travail auquel vient de se livrer un journal financier ; mais, au nom du ciel ! ne vous découragez point pour cela.

On a calculé que, pour réaliser trois milliards, il faut que la souscription produise un million par jour pendant huit ans et quatre mois ; — et pour les obtenir en un an et quelques jours, il faut que la souscription atteigne huit millions par jour.

Certes, rien n'est impossible en France, surtout quand il s'agit de sacrifices, nous l'avons vu ; mais cette dette de Sisyphe, plus elle est lourde, plus elle est accablante, plus il semble impossible de la payer, moins nous devons nous décourager.

La Prusse n'a jamais su ce que c'était qu'un milliard. Bismark en a demandé cinq comme il en eût demandé quinze ; on lui en eût accordé trois qu'il se fût encore trouvé bien heureux.

Il serait oiseux de récriminer ; mais la bonne menagère, c'est celle qui sait bien marchander ; elle ne rougit pas de paraître tenace et ne fait pas de fausse générosité.

Les répétitions de *Roy Blas* sont, dit-on, fort amusantes. Le dieu y pontifie avec une solennité qu'on pourrait traiter d'épateuse ; de temps en temps, la vulgaire prose ne se mêle aux torrents de poésie qui se précipitent sous les cinnabres de l'Océan.

Victor Hugo assise pontificalement aux études ; il est là des premières scènes, et il arrête l'artiste à chaque instant pour lui donner la véritable signification d'un mot, la juste intonation d'un vers. Souvent, il faut l'avouer, il se fait d'étranges illusions sur l'intelligence des éminents interprètes qu'il se scrupuleusement choisit ; et n'était le profond respect professé par ceux-ci pour le Maître, on assisterait à des scènes curieuses.

Geffroy qui, depuis longues années, la grande pratique de ce robuste génie, ne s'inquiète de rien et va toujours ; mais Mélingue

est mis souvent à de cruelles épreuves. Cet artiste, si consciencieux et qui s'incarne si bien dans ses créations, qu'il est persuadé, en jouant, avoir été substitué par Dieu aux personnages, a fort affaire pour obéir aux observations souvent puériles du méticuleux auteur.

Victor Hugo lui a recommandé d'être « homérique ».

— Soyez homérique, monsieur Mélingue ; il faut être homérique ; votre rôle est l'un de ceux du Théâtre Français qui sont homériques. Il faut que la salle toute entière, quand vous êtes en scène, soit une multiplication de l'Olympéenne. Soyez donc homérique vous-même !

— Mon Dieu, se dit l'artiste, si je suis aussi homérique que cela, le public me comprendra-t-il ?

Et l'auteur de revenir souvent sur cette condition du succès, et de s'impatienter souvent en voyant Mélingue jouer de son chef, chaque mot de ville comme s'il était le fentre de Don César, le fentre sans où peut triompher ce fameux plumeau cornestonné, qui faisait bondir massivement les classiques dans leurs stalles de velours.

— Pardonnez, monsieur Mélingue, vous venez d'être votre chapeau, c'est à tort. Vous devez vous incliner, faire trois pas et alors ôter votre chapeau.

Et dans ce genre pendant trois heures. O sainte patience ! ô Job sur son fumier ! qui n'était pas celui d'Ennius ! Que les grands hommes sont petits !

Mélingue est une organisation d'artiste hors ligne, une nature d'homme excellente, un spirituel causeur ; il a fait le succès de cent drames, et, mardieu ! il sait saluer et marcher ; nul n'a le secret de ses attitudes. Laissez la bride sur son cou vigoureux, ou vous en ferez un pantin. Il est vrai qu'il serait peut-être plus homérique... Mais quel beau Zafari !

CHRYSALE.

LES TRIBUNAUX

REJET DE POURVOIS

La cour de cassation, chambre criminelle, présidée par M. Legagneur, a rejeté, dans son audience d'hier, le pourvoi de Jules-Firmin Masselot, condamné à la peine de mort par jugement du 6^e conseil de guerre, séant à Versailles, du 18 novembre dernier, pour assassinat des généraux Clément Thomas et Lecomte.

La cour, à la date du 4 janvier dernier, a rejeté les pourvois des autres condamnés à mort pour le même assassinat, mais le pourvoi du nommé Masselot n'y avait pas été joint par l'autorité militaire. Le motif en était, d'après les indications données lors de la récente transmission du pourvoi du nommé Masselot, que la justice militaire était provoquée par le condamné à une enquête à laquelle il a été procédé.

C'est après cette enquête terminée que le pourvoi du nommé Masselot, sur lequel il vient d'être statué, a été transmis à la cour de cassation, le 31 janvier dernier.

M. Achille Morin, conseiller rapporteur ; M. Bélandier, avocat général, conclusions conformes. — Plaidants, M^{rs} Hamot et Bavelier, avocats désignés d'office.

COUR DE CASSATION

LES CONDAMNÉS À MORT DE LA COMMUNE. — LES RECOURS EN GRACE.

Voici, avec l'ur-dates, les arrêts de rejet rendus par la cour de cassation sur les pourvois formés par les condamnés à mort, en ce moment détenus à Versailles, et dont les dossiers sont encore à examiner par la commission des grâces :

Verdugue, Simon Mayer, Aldenoff, Lagrange et Herpin Lacroix, condamnés à mort le 18 novembre pour assassinat des généraux Clément Thomas et Lecomte. — Arrêt du 4 janvier qui rejette le pourvoi.

Lisbonne, condamné à mort le 4 décembre pour insurrection à main armée. — Arrêt de rejet du 18 janvier.

Quesnel, condamné à mort le 4 novembre. — Rejet du 18 janvier.

Thauvergne, condamné à mort le 9 novembre pour assassinat et insurrection. — Rejet du 19 janvier.

Girard, fusilier marin, condamné à mort le 24 novembre pour direction et commandement dans l'insurrection. — Rejet du 26 janvier.

Préau de Vedel, condamné à mort le 30 novembre pour assassinat et insurrection. — Rejet du 1^{er} février.

Il semble difficile d'admettre que, dans la plupart de ces affaires, le temps n'ait pas suffi aux bureaux de la chancellerie pour mettre les dossiers en état d'être soumis à la commission des grâces.

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles).

Audience du 9 février.

MASSACRE DES DOMINICAINS D'ARQUEL

A midi, le conseil entre en séance. Il est aussitôt procédé à la continuation de l'interrogatoire des accusés.

LUCIPIA

LOUIS-ADRIEN LUCIPIA, étudiant en droit, clerc d'avoué et journaliste, faisait partie, dit le rapport, de cette bande qui nous a fourni les Raoul Rigault, les Léo Meillet, les Vermorel, Régère, et tous ses amis, ses compagnons de plaisir.

Membre de l'Internationale, de la section des Ecoles, depuis 1870, il aroux n'avait le septième à la fréquentation par les clubs.

Il est un des fondateurs des clubs secrets du treizième arrondissement, et, pour donner une idée des violences de son langage, nous extrayons les passages suivants d'un discours qu'il prononça en avril au club de la rue de Lyon : « Paris ne peut déposer les armes, derrière les assassins ! Il y a trop de gens de Versailles à Paris, et la Révolution garde trop bien ses portes... Nous sommes la Révolution sociale ! »

Il a toujours suivi, dans ses écrits, la même ligne politique que les Jules Vallés, les Vermorel, etc., comme les rédacteurs du journal le *Cri du Peuple*.

Le 18 mars, Lucipia était à Nantes. Il accourut à Paris le 22 mars, à la première nouvelle des événements qu'il a préparés avec ses complices, et se fait nommer par Léo Meillet secrétaire général, administrateur du 13^e arrondissement.

Puis tard, Léo Meillet et Vermorel, alors tout-puissants, lui offrirent la place de procureur de la Commune, qu'il refusa. Cette fois encore, Léo Meillet avait accepté ce mandat pour écarter la foule des officiers étrangers dont le quartier était inondé et les empêcher de mettre à exécution les ordres de pillage et d'incendie. Il fit des préparatifs formidables de défense, plaça lui-même des canons aux barricades, mais il ne sut qu'il manquait de munitions. Entre cinq et six heures du soir, ce quartier, complètement encerclé, fut investi par les troupes versaillaises. Les insurgés parlementaient et se rendaient.

Quesnot, de même que Serizier, réclame pour son compte le bénéfice de cette reddition pacifique, que ses efforts auraient amenée.

Comme dans l'instruction, Quesnot prétend s'être constamment servi de l'influence que son grade lui donnait sur les hommes pour leur avoir cherché à les retenir. Il reconnaît bien avoir pris part à l'arrestation des dominicains, mais il a, dit-il, constamment cherché à les protéger.

M. le président : Vous vous êtes battu le 25 mai dans Paris ? — R. Je ne le nie pas, mais je me préoccupais surtout d'empêcher les incendies, comme m'avait recommandé de le faire Cayol, un de mes chefs. « Tâchez qu'on ne mette pas le feu au quartier », m'avait-il dit. Je lui promis de faire, et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour empêcher les incendies, et j'ai disposé les canons que je dirigeais aux diverses barricades, sans même m'inquiéter de savoir si j'avais des munitions, qu'effectivement me firent à peu près complètement défaut.

Je passai la journée à aller aux divers endroits du combat, ralliant mes hommes. Le soir, les troupes versaillaises approchèrent de plus en plus ; devant elles étaient passés environ 200 prisonniers, qui formaient ainsi une sorte de blindage vivant. Ces malheureux nous criaient de ne pas faire feu, car ce serait le signal de leur mort. Je me consultai un instant, puis reconnaissant qu'ils avaient raison, je dis à mes hommes de suspendre les hostilités. Pour moi, je demandai à un sous-officier quelles étaient les conditions pour se rendre. — Je ne sais pas, me répondit-il, mais je crois qu'on vous donne sept minutes pour rendre toutes les barricades. — Quelques officiers étaient venus, nous déclarèrent que nous n'avions qu'à rentrer dans nos retranchements et à déposer à leurs pieds nos armes, qu'ainsi il ne nous serait rien fait. Mais peu à peu on nous cerna complètement par un mouvement convergent. Tout individuellement fut arrêté, mais ceux

qu'il faisait mettre dans une casemate séparée. Nous perdons sa trace dans les derniers jours de l'insurrection, et nous avons lieu de croire que, comme tant d'autres, il a été abandonné dans les rues, ou qu'il a été déporté dans les camps, à la main les principes qu'il avait si souvent proclamés.

Lucipia n'a pas d'antécédents judiciaires, mais sa moralité est exécrable ; c'est de dettes, il répond avec insolence aux réclamations légitimes de ses créanciers.

M. le président. — Vous êtes accusé de complicité d'assassinat sur la personne de sept dominicains et de plusieurs domestiques. Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

LUCIPIA. — Le 10 mai 1871, je quittai Paris vers trois heures et demie pour me rendre à Bicêtre. On parlait de l'incendie du château du marquis de La Place, d'une surprise qui avait eu lieu la veille dans les tranchées et de divers autres faits. J'avais besoin de connaître la vérité, afin de fournir des renseignements exacts au journal le *Cri du Peuple* dont j'étais rédacteur. Je me rendis au fort de la Muette. Il n'y avait pas au fort. Je le rencontrai à Gentilly, où je le quittai presque immédiatement pour aller visiter les ruines du château de M. de La Place. Puis j'entrai dans la propriété des dominicains par une ouverture pratiquée dans le mur séparatif. C'est là que j'apparus l'arrestation des dominicains à la halle, la nuit de la qualité de reporter. Je suis rentré au fort le soir même. J'étais malade, j'avais une affection du cœur je souffrais de rhumatismes. Je me suis mis au lit et je l'ai gardé jusqu'au 21 mai.

C'est ce jour-là que, sur la demande de Léo Meillet, lui-même, sans titre aucun et par complaisance pour Meillet, qui avait écrit un complice à l'école de droit et qui était mon ami, à procéder pour la forme à un interrogatoire.

J'interrogeai le P. Caplier, le P. Cothareult et deux domestiques que j'ai pu faire mettre dans une chambre à part, à cause de leur qualité d'étranger et de leur costume civil.

Lucipia cherche ensuite à établir que du 21 mai au jour jusqu'au 2 juin, son état de santé l'a forcé de se tenir à l'écart, chez une dame Payen, avenue Damesnil. Il prétend que les témoins confirmeront cette allégation.

M. le commissaire du gouvernement, à Lucipia. — Quelles sont les situations diverses que vous avez eues depuis le 22 mars, époque à laquelle vous avez quitté Nantes ? — R. Pendant le siège, j'étais à Paris, correspondant du journal l'*Union démocratique*, de Nantes, Fatigue, je retourne à Nantes, où j'écrivais un peu ; mais bientôt l'insurrection éclate et le même journal me demanda de redevenir son correspondant. Je revins donc à Paris ; j'y repris mes fonctions de correspondant, et je fis en même temps partie de la rédaction du *Cri du Peuple*. Quand la Commune fut organisée, je rencontrai un jour Vermorel et Léo Meillet. « On va nommer un procureur de la Commune », me dirent-ils ? — Je leur dis : « Je m'empresse de le remercier, leur disant que je ne voulais accepter aucun poste.

QUESTON

QUESTON, le quatrième accusé, est un ouvrier mécanicien, employé de chemin de fer. Il était avant le 18 mars adjudant au 120^e bataillon.

Il se fit nommer à l'élection capitaine de sa compagnie le 30 mars et chef de bataillon vers le milieu d'avril, puis il conduisit son bataillon à Gentilly, à Bicêtre, et le 22 avril au Moulin-Saquet, qu'il n'a évacué que le 7 mai. Dans une nuit précédente, celle du 3 au 4 mai, la redoute d'Arcueil fut prise par les troupes de Versailles. Un grand nombre de gardes avaient été faits prisonniers, et ce ne fut que grâce à une obscurité profonde que Quesnot put s'échapper des mains qu'il avait déjà saisi.

Les troupes ayant évacué la redoute le lendemain, elle fut de nouveau occupée par le 120^e bataillon, et Quesnot s'empara de deux chevaux d'artillerie qu'il avait été contraint d'abandonner dans un fossé. Il envoya l'un de ces chevaux chez son beau-père où il a été repris après la chute de la Commune.

Le 19 mai, le bataillon, réduit à cent vingt-sept hommes, fut rassemblé par ordre de Serizier et conduit à Arcueil pour procéder à l'arrestation des dominicains. Nous avons établi le parti de Quesnot dans cet attentat et constaté qu'il avait été plus humain que ses complices.

Toutefois, l'attitude de cet homme était douteuse et semblait indiquer qu'il cherchait à se ménager des motifs d'indulgence pour l'avenir. Dans une lettre adressée aux victimes dont il a résolu le procès la suite, il leur avait écrit : « Mes bandes attristées et dévouées à la Commune. Il facilitait le pillage en arrachant lui-même les scellés, en ouvrant les portes. Un témoin affirme l'avoir vu emporter des boîtes et des coffrets suspendus à l'arcade de sa selle et prenant une toute autre direction que celle du fort de Bicêtre, destination indiquée par les chefs militaires.

L'insurrection, son attitude a semblé avoir le même caractère douteux ; il a prétendu expliquer sa participation très active à l'insurrection comme un acte de dévouement à la cause publique. C'est ainsi qu'il affirme n'avoir accepté les grades que pour éloigner des coups qui préjudiciaient à leurs intérêts, et que les avoir acceptés parce qu'il ne croyait d'abord qu'à un simulacre de guerre civile, préparant la reprise des hostilités contre les Prussiens. Le 24 mai au soir, après le pillage, Quesnot se repliait sur le fort de Bicêtre et l'évacuait le lendemain matin, prenant la tête de colonne pour escorter sept canons et deux caissons chargés de munitions.

Il se rendit aux Gobelins et reçut de l'adjudant-major de la 13^e légion l'ordre de défendre à l'entrée la quartier qui entoure la place Jeanne d'Arc, et de se replier en cas de défaite sur le 11^e arrondissement, après avoir préalablement incendié les ateliers de construction du chemin de fer d'Orléans. Cette fois encore, Quesnot prétend avoir accepté ce mandat pour écarter la foule des officiers étrangers dont le quartier était inondé et les empêcher de mettre à exécution les ordres de pillage et d'incendie. Il fit des préparatifs formidables de défense, plaça lui-même des canons aux barricades, mais il ne sut qu'il manquait de munitions. Entre cinq et six heures du soir, ce quartier, complètement encerclé, fut investi par les troupes versaillaises. Les insurgés parlementaient et se rendaient.

Quesnot, de même que Serizier, réclame pour son compte le bénéfice de cette reddition pacifique, que ses efforts auraient amenée.

Comme dans l'instruction, Quesnot prétend s'être constamment servi de l'influence que son grade lui donnait sur les hommes pour leur avoir cherché à les retenir. Il reconnaît bien avoir pris part à l'arrestation des dominicains, mais il a, dit-il, constamment cherché à les protéger.

M. le président : Vous vous êtes battu le 25 mai dans Paris ? — R. Je ne le nie pas, mais je me préoccupais surtout d'empêcher les incendies, comme m'avait recommandé de le faire Cayol, un de mes chefs. « Tâchez qu'on ne mette pas le feu au quartier », m'avait-il dit. Je lui promis de faire, et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour empêcher les incendies, et j'ai disposé les canons que je dirigeais aux diverses barricades, sans même m'inquiéter de savoir si j'avais des munitions, qu'effectivement me firent à peu près complètement défaut.

Je passai la journée à aller aux divers endroits du combat, ralliant mes hommes. Le soir, les troupes versaillaises approchèrent de plus en plus ; devant elles étaient passés environ 200 prisonniers, qui formaient ainsi une sorte de blindage vivant. Ces malheureux nous criaient de ne pas faire feu, car ce serait le signal de leur mort. Je me consultai un instant, puis reconnaissant qu'ils avaient raison, je dis à mes hommes de suspendre les hostilités. Pour moi, je demandai à un sous-officier quelles étaient les conditions pour se rendre. — Je ne sais pas, me répondit-il, mais je crois qu'on vous donne sept minutes pour rendre toutes les barricades. — Quelques officiers étaient venus, nous déclarèrent que nous n'avions qu'à rentrer dans nos retranchements et à déposer à leurs pieds nos armes, qu'ainsi il ne nous serait rien fait. Mais peu à peu on nous cerna complètement par un mouvement convergent. Tout individuellement fut arrêté, mais ceux

qui les avaient déposés ne furent pas inquiétés, selon les conventions. Je pus ainsi rentrer tranquillement chez moi.

Voilà ce que j'ai fait le 25. Le 26 au matin, j'étais de garde à Arcueil, comme d'habitude, mais, à cet examen, j'étais de garde et n'avais rien à dire. Je n'ai pas eu de quoi corriger le système de la vérité. Il aborde enfin le point capital du débat et il établit que, dans l'état actuel, il est impossible d'arriver à une réorganisation définitive de la magistrature.

élément révolutionnaire et fournir des armes aux ennemis de la société.

Relativement au mode de présentation, l'initiative confiée à une cour tout entière n'offre pas les mêmes garanties. En effet, les responsabilités, du moment qu'elles se divisent, n'existent pas.

M. Gervais croit qu'il serait opportun, avant de rien arrêter, de consulter d'abord les grandes compagnies judiciaires sur les modifications qui sont proposées, et il ajoute que, dans tous les cas, de leurs réponses il ressortirait des lumières qui éclaireraient le débat.

M. Paris répond qu'il s'agit en ce moment d'une première lecture, et que les observations qui viennent d'être échangées dans divers sens confirment la gravité de la question et rendent nécessaire le renvoi à une deuxième délibération.

D'ailleurs, ajoute-t-il, ce n'est pas alors qu'un projet de loi a été présenté, et qu'il est soumis à la Chambre, qu'il convient de consulter les grands corps à propos desquels des réformes sont proposées. (Aux voix.)

M. Béranger croit que tout ce qui pourrait être dit d'utile l'a été dans la discussion qui vient d'avoir lieu. Aussi, malgré son désir d'entrer dans de grands développements sur cette question si importante, il ajourne à la deuxième délibération les réflexions qu'il a présentées à ce sujet, et qui viendront mieux à leur place au fur et à mesure de l'examen des articles.

M. Rameau demande qu'entre la première et la seconde délibération, le projet, tel qu'il a été formulé par la commission, soit communiqué aux différents cours et tribunaux du pays. (Aux voix.)

M. Depierre, au nom de la commission, s'oppose à cet examen, qui aurait pour résultat de rejeter à une époque indéterminée la deuxième délibération.

M. de Gavardie vient appuyer la proposition de M. Rameau. L'histoire, dit-il, montre que, dans toutes les circonstances, les cours ont été plus à même que personne de savoir ce qu'il convient de faire. (Interruption. — Aux voix.)

Ce qui a été fait de tout temps, sous les Régimes aussi bien que sous les régimes qui se sont succédés, peut être fait sans inconvénient sous le régime provisoire de la République que nous possédons aujourd'hui.

M. le président fait observer que la proposition dont il s'agit devant être formulée par écrit. D'ailleurs, elle implique le renvoi du projet de loi à la commission, avec mission de demander aux cours et tribunaux leur avis.

Il met aux voix le renvoi, qui n'est pas adopté. L'Assemblée déclare qu'elle passe à une deuxième délibération.

Demande d'interpellation.

M. Jean Brunet demande à interpellier le gouvernement et spécialement le ministre de l'intérieur sur la souscription nationale qui agit en ce moment dans les parties de la France.

M. le ministre de l'intérieur fait observer qu'une première proposition présentée par M. Brunet, au sujet de la souscription nationale, par son auteur, mais qu'une autre commission est chargée en ce moment de l'examen d'une proposition analogue émanant de M. Lefèvre-Pontalis et que le rapport doit être déposé demain.

M. le ministre demande que l'interpellation soit renvoyée au jour où cette proposition sera discutée. (Adopté.)

M. Depierre demande au président de consulter l'Assemblée sur la question de savoir si

elle entend siéger lundi et mardi prochain. (Non ! non !)

M. Béranger croit que la France n'est pas dans une situation assez prospère pour que les députés pensent à s'amuser en carnaval. (Vives protestations.)

L'Assemblée, consultée, décide qu'il y aura séance lundi et mardi.

L'ordre du jour de la séance de demain est ainsi réglé :

A une heure, réunion dans les bureaux. Nomination d'une commission chargée d'examiner une proposition ayant pour but d'étendre aux élections des conseils généraux le bénéfice des dispositions de la loi de 1868 sur les réunions publiques.

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de M. de Pressensac relative à l'élargissement d'une certaine catégorie d'individus poursuivis à la suite de l'insurrection du 18 mars.

A deux heures, séance publique. Rapport de la commission.

M. Béranger demande la mise en tête de l'ordre du jour de la proposition relative à l'abolition de la peine de mort. (M. de Pressensac, qui a été délégué à la guerre par M. de Pressensac, se lève et s'excuse.)

Cette proposition prendra sa place en tête de l'ordre du jour de lundi prochain.

La séance est levée.

BIBLIOGRAPHIE

L'amiral de la Roncière le Noury vient de terminer un ouvrage de haute valeur qui va paraître chez M. Hachette. C'est l'Exposé complet de la part prise par la marine à la défense de Paris et le récit des événements militaires auxquels cette défense a donné lieu. La Marine au Siège de Paris.

Tous ceux qui ont applaudi au mâle patriotisme et à l'admirable discipline de nos marins pendant cette terrible guerre s'attacheront à la lecture de cet ouvrage, dont la publication est d'un intérêt d'autant plus complet que le texte du livre est accompagné d'un Atlas de grandes cartes géographiques sur lesquelles sont relevés à l'échelle tous les travaux de défense et d'attaque exécutés par les Français et les Allemands.

Qu'est-ce que le rêve? dernier petit livre de M. Alex. Weill, intéressant et instructif.

ECHOS DE PARTOUT

Vous connaissez l'homme aux oiseaux du jardin des Tuileries, qui venait quotidiennement donner à manger aux perroquets et aux ramiers?... eh bien, il n'est pas mort, et pas plus tard qu'avant-hier il était dans l'ancien jardin réservé, entouré d'une centaine de moineaux. Nous nous sommes approchés de lui pour le féliciter sur son retour. O surprise extrême! ce n'était pas le même homme; nous étions en présence d'un nouvel apprenti-vois.

Celui-là, paraît-il, a eu quelque peine à capter la confiance des hôtes ailes du jardin; pendant un jour ou deux jours il a été traité

en suspect; mais aujourd'hui tout va pour le mieux. Le monsieur en question, âgé d'une cinquantaine d'années, vient le matin et le soir à midi, et à chaque voyage il emmène à ses invités la valeur de deux livres de pain. Les oiseaux se posent sur ses épaules, sur ses bras, tandis que d'autres, en vol, lui prennent les miettes dans la main. C'est absolument comme autrefois.

A ce sujet une remarque. D'où viennent tous ces charmes d'oiseaux? On n'en voit jamais qu'un à la fois. Quant celui-là disparaît, un autre le remplace, et toujours ainsi. D'après un vieux gardien, le premier que l'on ait vu est un nommé Ducrot, ancien correcteur du *Charivari*.

Hier, dit *Paris-Journal*, a été célébré le mariage de M^{lle} Accard, la couturière qui, sous la Commune, faisait les beaux jours du « délégué à la guerre » Pascal Grousset. Elle a épousé un marchand de vin... O dérogation!

Encore un qui n'a qu'à se bien tenir, si la Commune revient jamais!

Demain dimanche, à huit heures et demie du matin, Mgr l'évêque élu de Belley sera consacré solennellement à l'église des Dames-du-Sacré-Cœur, rue de Valenciennes. La cérémonie, à laquelle assistera le nonce apostolique Mgr Chigi, sera présidée par l'archevêque de Paris.

Ce matin a eu lieu, à l'église Saint-Etienne-du-Mont, le mariage de M^{lle} Dubief, fille du conseiller municipal, directeur du collège Sainte-Barbe. L'assistance était des plus nombreuses, et on y remarquait beaucoup de membres de l'Université.

On annonce le mariage du prince Casimire Borghese, chef d'une des plus nobles familles de Sardaigne, avec la fille aînée du comte de Trapani.

M^{lle} Eudoxie de Trapani, qui n'est âgée que de dix-sept ans, apporte à son fiancé une dot de deux millions.

Le mariage sera célébré la semaine prochaine à l'église Saint-Augustin.

Vous représentez-vous Hervé musicien religieux? Non, n'est-ce pas. Et pourtant ce miracle est en train de se produire. Comprenez que le grand succès des chansons plus ou moins grivoises qui se produisent dans les cafés-concerts est dû surtout à la musique qui les accompagne, un curé de Paris a commandé tout dernièrement à l'auteur de *Chippouille*, de l'*Opéra* et du *Trône d'Ecosse*, des airs religieux destinés à être chantés dans son église.

Hervé a déjà presque terminé cette musique, et il va publier très prochainement un certain nombre de ces compositions nouvelles.

On annonce la mort de M. Garcia, le joueur célèbre, qui n'eut, il y a quelques années, un si retentissant souflet du duc de Gramont-Caderousse.

DON SPAVENTO.

LES THEATRES

Ce soir samedi, aux Bouffes-Parisiens, premières représentations de : *Am pied du mur*, opérette en un acte, et du *Docteur Rose*, opéra-bouffe en trois actes et quatre tableaux.

La *Fête de Venise* ne passera au théâtre lyrique de l'Athénée que jeudi prochain.

L'indisposition de M^{lle} Réty-Faivre se prolongeant, M. Martinet se fait apprendre son rôle à M^{lle} Douau, qui se tiendra prête à le jouer, le jour de la première représentation, si M^{lle} Réty-Faivre n'est pas rétablie.

Au même théâtre on prépare *Sylvana* de Weber. La pièce française a été arrangée par MM. Viller et Mestépès.

Les rôles ont été distribués à MM. Duwast, Caillot, Neveu, Solon; M^{mes} Balbi et Douau. On parle d'un rôle parlé qui sera probablement interprété par M. Clément Just, de l'Ambigu, engagé spécialement pour *Sylvana*, ainsi que d'un rôle de musette destiné à une danseuse qui n'est pas encore désignée.

On le voit, M. Martinet fait de véritables efforts artistiques et mérite toutes les sympathies qui s'attachent à son utile entreprise.

M. Daru a lu aux artistes du Palais-Royal une comédie en trois actes intitulée : *Le Bégayé*. En voici la distribution :

M^{mes} Alphonsine, Priston et Miette; Yvachin, Lhéritier, Priston, Lassouche, Villermé et Derval.

On a des détails sur l'accident arrivé à M^{lle} Ristori et à son mari.

Le 3 février, le train direct de Rome à Florence, entre Passignano et Magione était un peu en retard, et marchait avec une rapidité très grande pour rattraper le temps perdu. Arrivé près du tunnel de Magione, il dérailla tout à coup. La machine fut précipitée après avoir été séparée du train; le wagon des bagages, placé en tête, resta en travers de la ligne, et le wagon suivant se brisa contre lui.

Dans cette même voiture se trouvait M^{lle} Ristori avec sa famille. Elle fut précipitée dans une prairie avoisinante. Elle a reçu une contusion assez forte à la tête, son mari a été également blessé à la tête. Les autres wagons ont été plus ou moins endommagés, mais tous légèrement.

Quelques employés ont reçu des blessures sans gravité.

Voici le programme du Concert-Populaire de dimanche, qui sera donné au bénéfice de

la souscription nationale pour la libération du territoire :

Ouverture de la *Muette*..... Anber.
 Symphonie pastorale..... Beethoven.
 Air d'*Ugolino* en *Traité*..... Gluck.
 Chanté par M. Richard.
 Hymne..... Haydn.
 Partout les instruments à cordes.
 Galia (solo, chœurs, orchestre)..... Ch. Gounod.

Voici la distribution du *Chemin de la vie*, que M. Cadol va faire prochainement représenter au théâtre du Château d'Eau :

Patrick..... MM. Taillade.
 Denis Giguot..... Touzé.
 Landureau..... Mercier.
 Le docteur..... Poton.
 Lanfouillet..... Germain.
 Délégué..... Noël.
 Juliana..... M^{me} Sophie.
 Jacqueline..... Blanc.
 Papille..... Lanou.

M. Leneveu a obtenu une audition à la Société des Concerts du Conservatoire, pour un *Requiem* de sa composition.

A la suite de l'audition, il a été procédé à un vote sur l'admission de cette œuvre au programme de la Société.

Sur vingt et un votants, le *Requiem* de M. Leneveu a obtenu vingt suffrages. Nous entendrons donc prochainement l'œuvre de M. Leneveu au Conservatoire.

Jemius.

VALENTINO. — L'administration prépare pour aujourd'hui samedi sa dernière nuit féérique. Les troupes exécuteront des fanfares pendant la soirée.

Par extraordinaire : Dimanche et lundi gras, bal jusqu'à minuit.

CESSATIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 8 février 1872.

SANDRAS (Emile-Auguste), négociant en bonneterie, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 138.

GASSE (Alphonse) entrepreneur de serrurerie, demeurant à Paris, rue Mercier, 1.

DELAURE, boulanger, demeurant à Paris, rue Lahire, 9, ci-devant, et actuellement même rue, n° 5.

L'administrateur copiant : LOUIS GAL.

A dater du Lundi 12 Février les bureaux de la Société Industrielle BANQUE DE CRÉDIT ET D'ÉMISSION (anonyme) actuellement Place Vendôme seront transférés Rue Tailbourg, 57, à Paris.

ULMER fr^{es}, tailleurs, par suite de l'annexion, ont transféré leur établissement de Strasbourg à Paris, 71, r. Niv-St-Augustin, pr. du boulevard.

Comptant 10 0/0 d'escompte.

VINS : COMP^{te} DES CAVES GÉNÉRALES, 111, r. de Bercy; 93, boulevard; 26, rue de Grammont; 7, r. Médicis; 38, r. de Rambuteau.

GRANDS MAGASINS DU LOUVRE

AVIS

L'EXPOSITION SPÉCIALE DE

BLANC

ET LA MISE EN VENTE

Des marchandises montées et défranchées par les Placards de RESSOURCES DE BLANC, et expédiées par les Compagnies d'assurances, se continueront dans les galeries de Marengo et Saint-Honoré jusques et y compris le SAMEDI 17 février courant.

Le grand mouvement d'affaires déterminé par l'intérêt qu'offrent tous ces articles, l'immense quantité de marchandises que nous ne pouvons encore loger dans nos réserves, rendrait impossible, du reste, le déplacement de ces rayons.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 10 février 1872.

Céréales. Le marché reste très faible, avec peu d'affaires. Les choix et la marque D sont tombés à 73 fr. Choix et marques D, 79 fr. — Bonnes marques, 76 fr. à 78 fr. — Sortes courantes et ordinaires, 73 fr. à 75 fr.

Farines de commerce. La baisse paraît arrêtée pour le moment; il se manifeste quelques demandes.

Farines huit marques. Disponibles, 78 fr. — Cour. du mois, 78 fr. — 2 prochains, 77 fr. — 4 de mai, 76 fr.

Farines supérieures. Disponibles, 74 fr. — Cour. du mois, 74 fr. — 2 prochains, 73 fr. — 4 de mai, 76 fr.

Sans variation. Disponibles, 105 fr. — Cour. du mois, 105 fr. — 2 prochains, 105 fr. — 4 de mai, 104 fr. — 4 derniers, 102 fr.

L'huile de lin conserve ses cours. Disponibles, 98 fr. — Cour. du mois, 98 fr. — 2 prochains, 98 fr. — 4 de mai, 97 fr.

Les trois-six restent sans changement appréciable. Disponibles et cour. 55 fr. — Mars et avril, 57 fr. — 4 de mai, 60 fr.

Même situation. COTE COMMERCIALE 88° saccharométriques, 68 fr. 50 à 70 fr. — Blancs n° 3, 75 fr. 50 à 76 fr. — Rafinés, suivant mérite, 155 fr. à 157 fr.

SOMMAIRE

du dernier numéro de la Semaine financière : La situation. — Les bilans des Banques de France et d'Angleterre. — Imprime de reviens en 1871. — La Bourse de Paris. — Les changes. — La Compagnie de l'Est. — Les recettes des chemins de fer. — La canalisation de l'Ebre. — Bourses et correspondances. — Lyon, Londres, Madrid, Francofort, Vienne. — Assemblées générales. — Banques de Paris et des Pays-Bas; Houillères d'Alain; Société de Vallénar; Câble transatlantique; Chemin d'Orléans à Châteaufort; Émission d'obligations. — Bilans des Sociétés de crédit. — Crédit foncier suisse; Société algérienne; Crédit agricole. — Société générale; avis de l'assemblée. — Tirages: Marchés de Naples; Ville de Paris 1865-66; Gaz de Bruxelles; Ville de Bordeaux. — Avis aux actionnaires. — Annonces. — Cours des valeurs industrielles; actions et obligations. — BUREAUX : 13, RUE LAFAYETTE. Paris. — 1 an, 12 fr.; 6 mois, 6 fr. Départements. — 1 an, 12 fr.; 6 mois, 6 fr.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

A adjudication sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 12 mars 1872, d'une MAISON (CAMPAGNE) au Parc-des-Princes, 16, avenue des Princes. Communes, Boulogne-sur-Seine. Cont. 5,550⁰⁰ Jouis. immédiate. — Mise à prix: 200,000 fr. — S'adr. sur les lieux pour visiter et à M^{re} PINGUET, notaire à Paris, rue des Pyramides, 8.

Étude de M^{re} BERTON, avoué à Paris, n° 25, rue Croix-des-Petits-Champs. VENTE en l'édifice de M^{re} ROBIN, notaire à Paris, le 14 février courant, à midi, de l'ensemble des obligations de la Société des Appareils aérophotographiques. S'adresser à M^{re} Berton, avoué, et à M^{re} Robin, notaire.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'AMIABLE

A vendre grande et jolie Maison, 18, rue d'Ensey, à Pontoise (S.-et-O.). Eau, jardin, 6 ombrages, 4^{es} gar. Voir M^{re} Prevot, 18, quai d'Orléans, Paris.

CHARMANT PETIT HÔTEL à vendre 60,000 fr. ou à louer 4,000 fr. quartier du Parc Monceau, rue Prongy, s'adresser à M. E. Flament, architecte, rue Prongy, n° 17.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (4^e année). Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5^e n^o gratis sur demande au directeur, 8, rue Niv-St-Augustin.

ANNUAIRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 1872. — Ce volume vient de paraître à la librairie Delalain, dans des Ecoles, 88, à Paris. Prix: 3 fr. 50 c. franc de port, en échange de timbres-poste ou mandats-postes.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE TUDELA A BILBAO

LA COMPAGNIE pave dès à présent, se complète, à raison de quatre pour cent l'an, le coupon n° 12 de ses Obligations à l'échéance du 1^{er} avril prochain, et payera également le capital des obligations qui sortent pour être amorties, au tirage qui aura lieu le 19 février courant, et dont la liste sera publiée sans retard.

Les obligataires qui désireront toucher à Paris, peuvent dès à présent présenter leurs coupons, et après le tirage leurs obligations.

Chez MM. ABAOJA URIBARREN et GOGUEL, Banquiers, 102, rue Richelieu.

Le directeur, L. TORRES VILLOSLA. Bilbao, 7 février 1872.

CRÉDIT FONCIER SUISSE

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1871

ACTIF	Passif
Capital à réaliser..... 51,000,000	Capital social réalisé (60,000 actions à 150 fr. versées)..... 9,000,000
Caisse et portefeuille..... 2,414,867 26	Capital social à réaliser..... 51,000,000
Prêts sur titres..... 38,445 95	Obligations en circulation..... 22,323,925
Prêts hypothécaires..... 11,022,235 59	Réserves spéciales..... 711,729 82
Propriétés foncières et immobilières..... 25,300,000	Réserves statutaires..... 78,136 60
Hôtel Vendôme..... 38,502,325 59	Prêts hypothécaires différés..... 7,500
Annuités pour prêts à divers..... 150,038 54	Intérêts divers et obligations à rembourser..... 1,123,972 33
Frais de premier établissement..... 39,079 25	Intérêts dus aux actions..... 787,500
Chiffre..... 39,079 25	Comptes courants créditeurs..... 6,725,332 91
Titres en dépôt..... 7,500	Divers..... 138,021 45
	Excédant de l'actif sur le passif..... 92,297,587 69

Capital social réalisé (60,000 actions à 150 fr. versées)..... 9,000,000

Capital social à réaliser..... 51,000,000

Obligations en circulation..... 22,323,925

Réserves spéciales..... 711,729 82

Réserves statutaires..... 78,136 60

Prêts hypothécaires différés..... 7,500

Intérêts divers et obligations à rembourser..... 1,123,972 33

Intérêts dus aux actions..... 787,500

Comptes courants créditeurs..... 6,725,332 91

Divers..... 138,021 45

Excédant de l'actif sur le passif..... 92,297,587 69

CAISSE des Emprunts de ville et d'État, 100, rue Richelieu, Paris. Opérations de Bourse et de Banque. Avances sur titres et au taux de la Banque de France. Directeur, MOREL et C^{ie}.

3 0/0 ITALIEN Achat au comptant des titres anciens et des Certificats de Dépôts, 30, rue Vienne.

CHEZ RAPHAËL SOSSA ET C^{ie} Achat et vente de fonds publics.

INDUSTRIE ET COMMERCE GRANDES CAVES DE CHAMPAGNE Dépôt des vins, rue Richelieu, 95

PARAPLUIES MODERNES

LA MARQUE DE FABRIQUE sur les célèbres mouillures. Légèreté, Élegance, Solidité, Économie. Spécialité à 10 fr. et à 15 fr. THOMSON et C^{ie}, 3, rue du Helder (B. des Italiens).

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ALIMENTATION Grandes médailles à toutes les Expositions.

JULIENNE NOUVELLE Légumes desséchés et comprimés SAUCISSONS DE POIS AU LARD

Aliment instantané pour potages, purées, ragoûts, etc.; nourriture saine, délicate, économique. Entrepôt central : 28, rue des Petites-Ecuries, Paris. — Exiger la marque de fabrique.

LA TENTURERIE NOUVELLE MAISON JOYLY FILS, inconnue, r. de Rivoli, 93, (entre le Louvre et le Palais-Royal)

GRANDE VENTE PUBLIQUE Dans les maisons TROTROT, Saint-Denis, pont de l'André, Halle aux cuirs, le 12 février 1872 (à dix heures).

On commencera la vente au magasin TROTROT, 13, rue du Tanager, La Villette.

10,000 fûts bouffé salé américain, français, 6 000 fûts porc salé américain, anglais, etc.

15,000 fûts, 200 fûts conserves de bœuf d'Australie et de Nantes.

721 fûts bouffé français.

200,000 k. lard en planches.

1,000,000 k. biscuits.

Des Catalogues se trouveront, à partir du 5 février, chez les courtiers : AUBÉ, FERRY, MOUTARD, NATHAN, courtiers assermentés, 5, place de la Bourse.

Pour monter UNE MAISON DE COUTURE à Paris, on demande des dames possédant une riche et nombreuse clientèle soit à Paris, soit en province, soit à l'étranger. — Très belles positions. — Écrire France, poste restante, V. A., n° 3

BOUGIE MÉTALLIQUES 5, RUE BONAPARTE. Entrez chez chaque bougie le nom TUILERIES

RHUMES, GRIPPE ET IRRITATIONS de la POITRINE et de la GORGE

Contre ces indispositions, le SIROP PECTORAL et la PATE de NAFÉ de DELANGRENIER possèdent une efficacité certaine et constatée par 50 médecins des hôpitaux de Paris. Entrepôt : rue Richelieu, 26, à Paris. Dépôts : Dans toutes les pharmacies de France et de l'étranger.

PROGRAMME DES SPECTACLES

du 10 février 1872